



Cour  
Pénale  
Internationale

International  
Criminal  
Court

ICC-PIDS-CIS-DRC2-01-001/09\_Fra  
Mise à jour : 16 novembre 2009

# Questions et réponses

## *Situation en République démocratique du Congo*

### *Le Procureur*

*c.*

## *Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*



### 1. Qui sont Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui ?

**Germain Katanga**, commandant présumé de la Force de résistance patriotique en Ituri (FRPI), aurait exercé de fait un contrôle en dernier ressort sur les commandants de la FRPI. Début décembre 2004, le Président de la République démocratique du Congo (RDC), Joseph Kabila, aurait nommé Germain Katanga brigadier général des Forces armées de la RDC (les FARDC), poste qu'il occupait encore au moment de son arrestation par les autorités de la RDC le 10 mars 2005 ou vers cette date. Il a été transféré à La Haye, le 17 octobre 2007, en vertu d'un mandat d'arrêt délivré le 2 juillet 2007.

**Mathieu Ngudjolo Chui**, ancien dirigeant présumé du Front des nationalistes et intégrationnistes (FNI), aurait exercé de fait un contrôle en dernier ressort sur les commandants du FNI. En octobre 2006, il aurait obtenu son grade actuel de colonel des FARDC. Il a été transféré à La Haye, le 7 février 2008, en vertu d'un mandat d'arrêt délivré le 6 juillet 2007.

La Chambre préliminaire I a par la suite décidé la jonction des affaires, le 10 mars 2008, et a conduit l'audience de confirmation des charges du 27 juin au 16 juillet 2008.

### 2. Pour quels crimes Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo chui sont-ils poursuivis ?


Selon la décision de la Chambre préliminaire I, datée du 26 septembre 2008, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui auraient commis conjointement par l'intermédiaire d'autres personnes :

- **Trois chefs de crimes contre l'humanité** : Meurtre ; esclavage sexuel et viol ; et
- **Sept chefs de crimes de guerre** : Le fait de faire participer des enfants de moins de 15 ans à des hostilités ; le fait de diriger intentionnellement une attaque contre la population civile en tant que telle ou contre des civils qui ne participent pas directement aux hostilités ; homicide intentionnel ; destructions de biens ; pillage ; ainsi qu'esclavage sexuel et viol.

La Chambre préliminaire I est d'avis qu'il existe des motifs substantiels de croire que les crimes allégués auraient été commis dans le cadre d'un conflit armé en Ituri qui a commencé sur le territoire de Djugu et dans la ville de Mongbwalu, et plus particulièrement lors de l'attaque conjointement menée par les combattants dirigés par Mathieu Ngudjolo Chui et Germain Katanga contre le village de Bogoro le 24 février 2003 s'inscrivant dans le cadre d'une attaque généralisée et visait non seulement un camp militaire sis dans ce village, mais également la population civile du village.

### 3. Pourquoi les deux accusés sont-ils poursuivis devant la CPI et non pas devant les tribunaux congolais ?

Le 11 avril 2002, la République démocratique du Congo a ratifié le Statut de Rome, l'instrument fondateur de la CPI. En mars 2004, le gouvernement de la RDC a demandé au Procureur de la CPI d'enquêter sur les crimes commis en RDC depuis le 1er juillet 2002 (date d'entrée en vigueur du Statut de Rome), en indiquant que les autorités compétentes au niveau national n'étaient pas en mesure de mener des enquêtes ni d'engager les poursuites nécessaires sur ces crimes sans l'aide de la CPI. Le Procureur a examiné la situation en toute indépendance et a considéré que les critères du Statut de Rome étaient remplis pour ouvrir une enquête. Celle-ci ne se limite pas aux



crimes prétendument commis par Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui. L'enquête a été ouverte le 21 juin 2004, aboutissant notamment à la détention, suite à la délivrance de trois mandats d'arrêts, au quartier pénitentiaire de la CPI à La Haye (Pays-Bas), de Thomas Lubanga Dyilo, de Germain Katanga et de Mathieu Ngudjolo Chui et à l'ouverture de procès à leur encontre. Un mandat d'arrêt a été également délivré contre Bosco Ntaganda qui demeure en fuite.

La Cour ne se substitue en aucun cas aux systèmes internes de justice pénale ; elle n'intervient que si le système judiciaire national n'a pas la volonté ou la capacité de rendre justice.

#### **4. Qui sont les juges de la CPI qui siègent dans cette affaire ?**

La Chambre de première instance II, devant laquelle se déroulera le procès de Germain Katanga et Mathieu Ndujolo Chui, est composée du juge président Bruno Cotte, et des juges Fatoumata Dembele Diarra et Christine Van den Wyngaert.

Les juges de la CPI sont des personnes jouissant d'une haute considération morale, connues pour leur impartialité et leur intégrité, et réunissant les conditions requises dans leurs États respectifs pour l'exercice des plus hautes fonctions judiciaires. Tous ont une grande expérience, pertinente au regard de l'activité judiciaire de la Cour, et une compétence reconnue en droit pénal et en procédure pénale.

#### **5. Combien de temps durera le procès ?**

Le procès durera plusieurs mois. L'Accusation et la Défense présenteront leurs moyens de preuve et leurs témoins devant les juges. Les représentants légaux des victimes pourront également présenter leurs observations et poser des questions aux témoins des deux parties. Les juges de la Chambre de première instance II veilleront à l'équité du procès et aux respects des droits de chacune des parties et des droits des victimes. Après la fin des audiences, les juges de la Chambre de première instance rendront leur décision dans un "délai raisonnable". Ce jugement sera lu en public : il acquittera ou condamnera les accusés ou l'un d'eux. Les différentes parties pourront ensuite interjeter appel de la décision devant la Chambre d'appel de la Cour.

#### **6. Qui prend en charge les frais de la Défense de Germain Katanga et ceux de Mathieu Ngudjolo Chui ?**

Le 22 février 2008, le Greffier a provisoirement reconnu indigents Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sous réserve de vérification par la Cour des informations contenues dans leurs requêtes respectives. La Cour prend donc à sa charge les frais de leur Défense, conformément au programme d'aide judiciaire.

#### **7. Qui prendra part au procès ?**

Le procès devant la Chambre de première instance II, composée de trois juges qui veilleront à ce que la procédure soit conduite de façon équitable et avec diligence, dans le plein respect des droits de la Défense, de l'égalité des armes et du principe du contradictoire, offrira au Procureur et aux équipes de Défense l'occasion d'exposer tour à tour leurs arguments.

Durant les audiences, le Bureau du Procureur présentera l'ensemble des moyens de preuve dont il dispose, soumettant à l'examen des juges un grand nombre des documents qu'il a compilé en l'affaire, ainsi que des extraits audiovisuels. Il citera également à comparaître 26 témoins dont un témoin expert.

Les conseils de la Défense auront alors l'opportunité de contre-interroger les témoins de l'Accusation. Il faut noter qu'un grand nombre de ces témoins (21 au total) feront l'objet de mesures de protection et témoigneront donc dans le respect de leur anonymat (leur image et leur voix pourront être déformées).

Dès que l'Accusation aura terminé sa présentation, probablement dans quelques mois, il reviendra aux deux équipes de Défense, dirigées respectivement par David Hooper et Jean-Pierre Kilenda Kakengi Basila, de présenter les éléments de preuve à décharge en leur possession. A l'appui de sa thèse, chaque équipe de Défense fera comparaître des témoins à décharge. Ceux-ci seront interrogés par les conseils de la Défense et contre-interrogés par l'Accusation.

Les victimes pourront aussi prendre la parole, principalement par le biais de leurs représentants légaux. Les 345 personnes dont la qualité de victime a été reconnue par les juges seront représentées par Fidel Nsita Luvengika et Jean-Louis Gilissen qui exposeront les vues et les intérêts de leurs clients.

#### **8. Comment les victimes peuvent-elles exprimer leurs préoccupations et faire entendre leur voix devant la Cour ?**

Le Statut de la Cour est novateur à plusieurs égards. L'un des points les plus importants est la reconnaissance aux victimes de droits qui ne leur avaient jamais encore été accordés devant une juridiction pénale internationale. Les victimes peuvent être impliquées dans les procédures devant la CPI soit en envoyant des informations au Procureur pour lui demander d'ouvrir une enquête, soit en témoignant de leur plein gré devant la Cour, soit encore en participant aux procédures par le biais de leurs représentants légaux (c'est-à-dire de leurs avocats).

Cette participation volontaire permet aux victimes d'exprimer une opinion indépendante de celle des parties et leur donne l'opportunité de parler de leurs propres préoccupations et intérêts.



## 9. Les témoins et victimes participant au procès sont-ils en sécurité ?

Oui. La Cour offre des mesures de protection proportionnelles aux menaces que peuvent encourir les témoins et victimes en raison de leur interaction avec la Cour. L'Unité d'aide aux victimes et aux témoins, qui fait partie du Greffe, adopte les mesures et les dispositifs qui sont de nature à assurer la protection et la sécurité des témoins, des victimes qui comparaissent devant la Cour et des autres personnes auxquelles les dépositions de ces témoins peuvent faire courir un risque.

Les mesures de protection peuvent, à titre d'exemple, inclure l'anonymat des personnes participant au procès, le recours à des pseudonymes, l'expurgation des documents ou l'interdiction des les divulguer, ou les techniques audiovisuelles susceptibles de camoufler l'identité de la personne comparaissant devant la Cour.

En dernier recours, les personnes protégées peuvent être admises au Programme de protection et réinstallées avec leurs proches, loin de ceux qui les menacent.

La Cour veille à ce que cette expérience de comparution devant les juges ne soit pas à l'origine d'autres préjudices, souffrances ou traumatismes. La protection ne vise pas seulement à assurer la protection physique des personnes protégées, mais également à protéger leur bien-être psychologique, leur dignité et le respect de leur vie privée, dans la mesure où cette protection n'est ni préjudiciable ni contraire au droit de l'accusé à un procès équitable. Une attention particulière est accordée aux besoins spécifiques des enfants, des personnes âgées, des personnes handicapées et des victimes de violences sexuelles ou sexistes.

## 10. Comment les communautés affectées et le peuple congolais seront-ils informés du déroulement et de l'issue du procès ?

La publicité des procédures est cruciale pour garantir l'équité du procès et partant, une justice de qualité. A cette fin, des efforts spéciaux sont entrepris quotidiennement par la Cour afin de rendre les procédures accessibles aux communautés affectées par les crimes présumés commis en République démocratique du Congo. La Cour continue d'élaborer et de diffuser des programmes audiovisuels permettant aux Congolais de suivre et de comprendre les procédures judiciaires se déroulant à La Haye. Avec l'ouverture du procès à l'encontre des deux accusés, la Cour lancera une vaste campagne d'information, notamment par le biais des radios et des télévisions, à Kinshasa pour atteindre les médias nationaux, et via les radios communautaires couvrant le territoire de l'Ituri, où se trouvent les communautés les plus affectées par les crimes allégués.

En outre, le personnel de la Cour en RDC organisera régulièrement des sessions de sensibilisation en direction des groupes-clés de la société durant lesquelles des résumés audiovisuels des procédures seront projetés afin d'encourager la participation du public à un débat interactif. Ces réunions seront l'occasion d'entendre les préoccupations et attentes des communautés locales, d'expliquer le mandat de la Cour et son domaine d'activité, de répondre aux questions et de corriger d'éventuelles informations erronées.

La Cour a en outre développé des programmes de sensibilisation spécifiques, adaptés aux groupes cibles, tels que les jeunes, les femmes, les leaders religieux et ethniques, les journalistes et les organisations non gouvernementales. A l'occasion de l'ouverture du procès, ces différents groupes seront ciblés à Kinshasa mais aussi en Ituri, par des réunions interactives régulières, leur permettant de suivre les développements judiciaires et d'exprimer leurs préoccupations.

## 11. Pourquoi a-t-on poursuivi seulement Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga, Mathieu Ngudjolo Chui et Bosco Ntaganda alors qu'il y a beaucoup d'autres hauts responsables de crimes odieux qui ne sont pas poursuivis ?

Le Bureau du Procureur continue ses enquêtes. Les quatre mandats d'arrêt déjà émis par la Cour ne sont peut-être pas les derniers et d'autres viendront au fur et à mesure des enquêtes en RDC. Le Procureur mène des enquêtes et des poursuites ciblées, dans le but de poursuivre différents types de crimes commis à l'égard de différents groupes de victimes dans chaque situation. Il procède par étapes. Il continue d'enquêter sur des crimes commis par d'autres groupes armés et d'autres personnes, en gardant à l'esprit les conditions de recevabilité prévues dans le Statut de Rome. Lorsqu'il sera en mesure de demander de nouveaux mandats d'arrêt, il le fera.

